

# L'Ordre des architectes sanctionné à hauteur de 1,5 millions d'euros pour entente

Publié le 30 septembre 2019

---

L'Autorité de la concurrence sanctionne l'Ordre des architectes à hauteur de 1.5 million d'euros, pour la mise en œuvre de pratiques anticoncurrentielles.

**Il est reproché à l'Ordre des architectes d'avoir diffusé et rendu obligatoire un barème d'honoraires** pour les architectes répondant aux marchés de maîtrise d'œuvre publics, alors que les prix sont libres dans ce secteur. L'Ordre a également mis en place une surveillance et a infligé des sanctions à l'encontre des architectes pratiquant des honoraires jugés « trop faibles ».

A l'origine de ces pratiques, l'intention de l'Ordre était de **lutter contre « des prix trop bas »**, qu'il qualifiait de « pratique anticoncurrentielle et déloyale vis-à-vis des confrères ». Or, les honoraires des architectes sont **libres et non réglementés** par l'Etat, ce qui permet de faire jouer la concurrence.

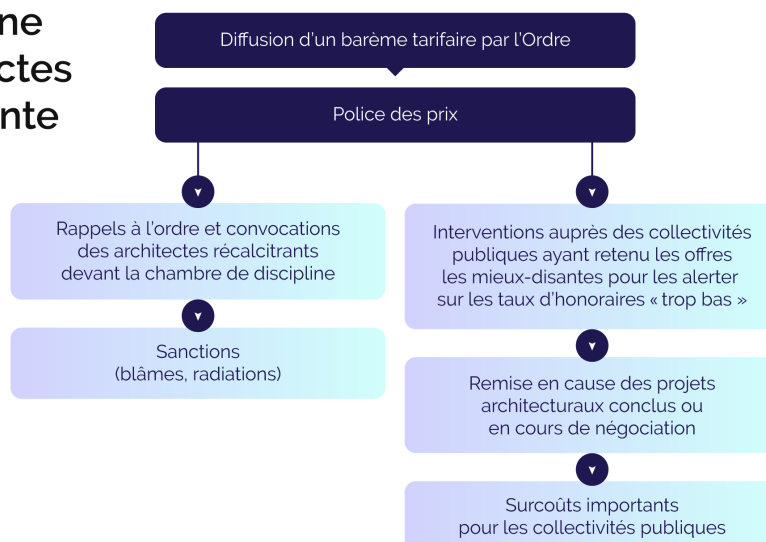
Décision 19-D-19 du 30 septembre 2019

## L'Autorité sanctionne l'Ordre des architectes à 1.5 M€ pour entente

L'Ordre a diffusé et rendu obligatoire un barème d'honoraires pour les architectes répondant aux marchés de maîtrise d'œuvres publics.

Autorité  
de la  
concurrence

COMMENT FONCTIONNAIT L'ENTENTE ?



Comment fonctionnait l'entente ? [Consulter l'infographie](#)

**Une « police des prix » a été mise en place** par l'Ordre afin de s'assurer que le barème était bien respecté. Un dispositif de surveillance et de signalement des honoraires était à l'œuvre. L'Ordre a ainsi rappelé à l'ordre et convoqué des architectes récalcitrants devant la chambre de discipline. Certains architectes soupçonnés de proposer des honoraires trop faibles ont été sanctionnés (blâmes, radiations).

**L'ordre a fait pression après des collectivités publiques** pour les inciter à relancer les procédures, voire à renoncer à leurs projets, lorsque les honoraires étaient trop faibles. Des marchés déjà passés ou en cours de négociation ont été remis en cause, ce qui a provoqué un coût supplémentaire, au détriment du contribuable.

Par exemple dans les Hauts-de-France, un **surcoût de 200 000 euros** a été constaté à la suite d'un appel d'offres qui avait été relancé sous la pression de l'Ordre.

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

L'Autorité de la concurrence sanctionne l'Ordre des architectes pour entente

[Consulter le communiqué](#)

## **DÉCISION 19-D-19 DU 30 SEPTEMBRE 2019**

Relative à des pratiques mises en oeuvre dans le secteur des prestations d'architecte

[Consulter la décision](#)